



# La revue parents

POUR L'ENFANT VERS L'HOMME

N°466 / JUIN 2026

Les colos :  
on dit OUI !

Revue bimestrielle / ISSN : 0998-9153 / 2,28€



## SANTÉ

**Cadmium :  
peut-on l'éviter ?**

## INFOGRAPHIE

**Les toilettes mixtes  
à l'école**



1

Il • elle défend les droits de tous les enfants de l'école.

2



Il • elle recueille l'avis des parents pour porter leur voix en conseil d'école, en conseil de classe ou en conseil d'administration.

3

Il • elle sait qui contacter au bon moment pour les petits et grands problèmes qui surviennent à l'école.



# LES 5 ACTIONS CLÉS DU PARENT DELEGUE

fcpe

4



Il • elle est soutenu • e dans ses initiatives par un réseau national et il • elle peut impulser pétitions, manifestations quand cela est nécessaire.

5

Il • elle organise la solidarité pour favoriser la gratuité de l'éducation.



## SOMMAIRE

5 Instantanés  
10 Nos coups de cœur

13  
**Dossier**  
*Les colos :*  
on dit OUI !

21  
**En pratique**

**ORIENTATION** • Le pentester déjoue les failles

**SANTÉ** • Cadmium : peut-on l'éviter ?

**PSYCHO** • Attention au chantage affectif

**ÉDUCATION** • Ces élèves qui mènent de front scolarité et emploi rémunéré

26  
**Décryptage**

**Les toilettes mixtes à l'école**

28  
**Regards croisés**

AUDREY BLAISE /  
AUDE KÉRIVEL

**Le stage de 3<sup>e</sup> ou de seconde : miroir des inégalités sociales**

30  
**Initiative**

**Les Ceser « prennent le pouls de la société »**

32  
**Nos actions**

34  
**Portrait**

**Laure Boutron-Marmion**

# édito

## Partir en colo : un droit pour tous

“ À l’heure où les écrans occupent une place grandissante dans le quotidien des enfants et des adolescents, les colonies de vacances demeurent des espaces essentiels de découverte, de partage et d’éducation populaire. Partir en colonie, c’est gagner en autonomie, s’ouvrir à de nouveaux horizons, tisser des amitiés durables et faire l’expérience concrète de la solidarité et de la citoyenneté.

Pour la FCPE, l’accès aux colonies de vacances constitue un véritable enjeu d’égalité et de justice sociale. Aucun enfant ne devrait en être privé pour des raisons financières, sociales ou territoriales. Pourtant, les acteurs de l’éducation populaire alertent depuis plusieurs années sur des difficultés croissantes : hausse des coûts, baisse de fréquentation, pénurie d’animateurs. En octobre 2025, 70 organisations ont signé une lettre ouverte pour défendre l’avenir des séjours collectifs face aux réductions budgétaires.

L’État doit renforcer son soutien à ce secteur. Préserver les colonies de vacances, c’est investir dans l’émancipation des jeunes et dans l’apprentissage concret de la vie démocratique.



Elles ne sont pas un simple temps de loisirs : elles sont une véritable école de la vie. ”

**ANNE-CHARLOTTE ROSSI**  
Présidente de la FCPE

### Revue de la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE)

IO8, avenue Ledru-Rollin  
75544 Paris Cedex 12  
Tél. : 01 43 57 16 16  
www.fcpe.asso.fr  
fcpe@fcpe.asso.fr

**RÉDACTION**  
Directrice de la publication et de la rédaction :  
Anne-Charlotte Rossi.  
Responsable de la revue :  
Laurence Guillermou.  
Rédactrice en chef :  
Alexandra Defresne.

Rédactrices : Michèle Foin,  
Émilie Gilmer, Anne-Flore  
Hervé, Marianne Peyri.  
**Conception graphique :**  
**CITIZENPRESS**  
Illustrations : David Lory,  
Bénédicte Govaert.  
**Crédits photos :** iStock, DR.

**PUBLICITÉ**  
Mistral Média  
22 rue Lafayette  
75009 Paris  
Tél. : 01 40 02 99 00  
mistralmedia.fr  
Directeur général :  
Luc Leherécy.

### IMPRESSION

Direct impression  
26 bis boulevard de  
Beaubourg, ZA Paris Est.  
77184 Émerainville.

Conformément à la loi  
n° 78 17 du 6 janvier 1978  
informatique et libertés,  
chaque adhérent, abonné,  
assuré, dispose du droit  
d’information, de  
rectification et d’accès  
auprès de la FCPE.

Restons  
connectés !



**Rendez-vous**  
sur le site  
[fcpe.asso.fr](http://fcpe.asso.fr)  
pour s’abonner  
gratuitement  
à la Revue  
des Parents.

**Suivez-nous**  
sur



[fcpenationale](https://twitter.com/fcpenationale)



[fcpe.nationale](https://www.facebook.com/fcpe.nationale)



[fcpenationale](https://www.instagram.com/fcpenationale)

**Des questions ?**  
Écrivez-nous



[fcpe@fcpe.asso.fr](mailto:fcpe@fcpe.asso.fr)

**Pages spéciales**  
**départementales :**  
45.



**Certifié PEFC**  
Ce produit est issu  
de forêts gérées  
durablement et de  
sources contrôlées.  
[pefc-france.org](http://pefc-france.org)



# Qui a toujours soif d'aventure ?

ASSURANCE  
EXTRASCOLAIRE

**-15%**

pour toute première souscription\*

**mae.fr**



GRANDIR  
AVEC ASSURANCE

\* Offre valable jusqu'au 15/09/2025, uniquement sur la première année de cotisation et pour toute première adhésion à la formule MAE Génération en renouvellement automatique.

AP EXTRA 06/25 - Mutuelle MAE, mutuelle soumise aux dispositions du livre II du Code de la mutualité (SIREN N°510 778 442) • MAE Assurance, société d'assurance mutuelle à cotisations variables, entreprise régie par le Code des assurances (SIREN N°781 109 145) 62 rue Louis Bouilhet - CS 91833 - 76044 ROUEN CEDEX • Crédit photo : Pierre Baëlen

# Instantanés

Une sélection d'infos pour vous accompagner

BAC

## L'orthographe, critère de dernière minute !

« Toute copie qui n'a pas un niveau suffisant en termes d'orthographe, de syntaxe et de grammaire ne peut pas avoir la moyenne au baccalauréat », a annoncé le ministre de l'Éducation nationale, Édouard Geffray, le 19 mai 2026. « À moins d'un mois des épreuves, ces annonces ajoutent du stress à une période déjà particulièrement anxiogène pour les jeunes », a réagi la FCPE lors du Conseil supérieur de l'éducation du 28 mai. La FCPE a dénoncé « une approche culpabilisante et punitive qui ferait porter aux élèves les conséquences des carences du système ».



ÉTÉ

## NOYADES

Au cours de l'été 2025, Santé publique France a recensé 1418 noyades entre juin et septembre, soit +14% en un an, dont 409 mortelles. Les fortes chaleurs ont favorisé cette augmentation. Une vigilance accrue des parents est indispensable pour cet été 2026, même dans les lieux de baignade surveillés.

## Pendant les examens sont interdits



Téléphone



Objets connectés



IA



Antisèche

EXAMENS

## La traque aux objets connectés se renforce

**L'**IA fait-elle exploser la triche ? C'est en tout cas ce qu'affirme le ministère, indiquant que toutes les académies seront désormais équipées de détecteurs de téléphones portables. Ceux-ci seront utilisés de manière aléatoire dans les centres d'examen. Le dispositif existe depuis plusieurs années, mais il est renforcé en 2026 pour lutter contre la fraude via smartphones, montres connectées et IA générative.

En 2025, 1208 cas de fraude ont été recensés, dont 833 ont fait l'objet de poursuites devant la commission disciplinaire du baccalauréat, soit une augmentation de 273 cas par rapport à 2024. L'utilisation du smartphone, montre connectée ou tablette représente 55% des cas de fraudes en 2025, quand le recours à l'intelligence artificielle concerne 8% des cas. L'anti-sèche, elle, représente 24% des situations de triche. Les risques encourus sont importants : une sanction disciplinaire (du blâme jusqu'à l'interdiction de passer tout diplôme délivré par un

établissement public) et une condamnation pénale dans les cas les plus graves, comme la divulgation de sujets d'examen ou la substitution de personne. Un décret du 27 février 2026 a par ailleurs renforcé la procédure disciplinaire en cas de fraude découverte lors de la correction des copies.

### Préserver un climat de confiance

Le ministère n'ayant pas communiqué sur le nombre d'appareils disponibles, certains lycées réfléchissent à s'équiper eux-mêmes et ont pu solliciter financièrement les associations de parents d'élèves. La FCPE rappelle qu'il n'est pas opportun qu'un conseil local FCPE finance du matériel de contrôle. La lutte contre la fraude relève d'abord de l'institution scolaire. Il est également nécessaire de réfléchir à l'efficacité réelle du dispositif, à son coût, au climat de confiance dans l'établissement et aux priorités budgétaires. Des solutions simples (consignes claires, téléphones rangés, surveillance adaptée) peuvent être mises en place.



## On en parle !

1.

### HEURES PERDUES

20,2 millions d'heures d'enseignement n'ont pas été assurées en 2024-2025 dans les collèges et lycées, indique la Depp dans une note d'information du 30 avril 2026. Une dégradation avec des conséquences croissantes sur les apprentissages des élèves, alertent les chefs d'établissement.

2.

### SANTÉ MENTALE

Pour détecter précocement les problèmes de santé mentale, chaque jeune qui sera « repéré » par l'Éducation nationale (médecins scolaires, infirmières scolaires, enseignants, directeurs...) bénéficiera d'un « coupe-file pour avoir rendez-vous dans les 24-48 heures » avec un professionnel, a annoncé, mardi 2 juin, la ministre de la Santé, Stéphanie Rist.

3.

### CLIMAT

Face à la vague de chaleur inédite survenue la semaine du 25 mai, élèves et enseignants ont dû se débrouiller avec des consignes « de bon sens ». La FCPE réclame un plan canicule depuis des années et attend une politique climatique volontariste. Le ministère a publié un plan ministériel le 28.



**VIOLENCES**

## CRÉATION D'UNE LISTE NOIRE

À l'issue du Conseil des ministres, le 27 mai 2026, le ministre de l'Éducation nationale, Édouard Geffray, a confirmé que les personnels ayant eu des comportements inappropriés avec des mineurs à l'école seraient désormais inscrits sur une liste noire. « Quand bien même un agent public ou surveillant n'aurait pas été condamné, il sera inscrit sur une liste qui empêchera toute forme de réemploi au sein de l'école », a-t-il détaillé.

Une annonce qui intervient alors qu'avait lieu la première audience publique depuis l'éclatement du scandale dans le péri-scolaire parisien. Le 1<sup>er</sup> juin, les députés ont quant à eux adopté en première lecture la proposition de loi visant à protéger les enfants et à lutter contre les violences en milieu scolaire, à laquelle la FCPE a contribué, par 187 voix contre 0. C'est maintenant au tour du Sénat de l'examiner. Le combat continue.



**EVARS**

## Des programmes trop peu appliqués

**L'État veut-il réellement lutter contre les violences à l'école ?** Alors que le ministère de l'Éducation nationale veut communiquer sur la réussite de la mise en place des programmes EVAR•S (éducation à la vie affective, relationnelle et à la sexualité), le Collectif éducation contre les LGBTIphobies en milieu scolaire, dont la FCPE est membre, dresse un constat amer. Selon son enquête, menée entre novembre 2025 et mars 2026 (3 468 réponses, dont 906 du privé), seulement 35 % des enseignants ont été formés, et un tiers d'entre eux font part de dérives importantes : récupération religieuse, intervention d'associations portant une vision très éloignée des programmes d'EVAR•S voire diffusant des stéréotypes de genre, un discours LGBTIphobe et anti-IVG.

**30 %**  
**SEULEMENT DES ÉTABLISSEMENTS**

ont désigné des référents et référentes pour coordonner le travail des équipes éducatives autour des programmes EVAR•S.



**EN SAVOIR PLUS :**

**Internet** Lire la [tribune](#) publiée dans *Le Monde*.

NOUVEAUX  
GOODIES

la  
boutique



FCPE

De petits prix  
pour de grandes  
actions !

[e-bt.fr/boutique/fcpe](http://e-bt.fr/boutique/fcpe)



# L'industrie du gaming envahit l'école



GUIDE

## FACILE

Voici une idée de génie alors que tout semble avoir été exploré côté parentalité ! Margaux Motin, connue pour ses illustrations presse, a concocté un ouvrage hyper complet pour les jeunes adultes qui quittent la maison, tant elle a compris avec le départ de ses filles qu'elles étaient peu prêtes à gérer les démarches du quotidien, comme leurs rendez-vous médicaux ou leur déclaration d'impôts. À se procurer absolument.

Casterman, 25,95 €.



**S**elon un article de la cellule investigation de Radio France début mai, Matignon aurait validé une stratégie nationale Esport 2026-2030, prévoyant d'intégrer les jeux vidéo compétitifs aux parcours éducatifs, malgré l'opposition de la direction générale de la santé (DGS), l'administration centrale du ministère de la Santé chargée des politiques de santé publique, et de la Mildeca, en charge de la lutte contre les addictions. Le projet

visait notamment à développer des partenariats entre établissements scolaires et acteurs privés du secteur et à sensibiliser les élèves aux débouchés économiques de cette industrie, dont le marché mondial est estimé à 12 milliards d'euros d'ici 2030. Cette orientation suscite de vives inquiétudes, notamment sur les risques liés à une pratique intensive des jeux vidéo : sédentarité, troubles du sommeil et conduites addictives.

### Mieux vaut accroître l'activité physique

La FCPE rappelle que l'école doit rester un espace-temps désintéressé de toute logique mercantile, conformément à la circulaire n°2001-053 du 28 mars 2001. Elle estime également que l'introduction de l'esport est contradictoire avec les objectifs de santé publique. Alors que seules 42% des écoles primaires auraient effectivement mis en œuvre les 30 minutes d'activité physique quotidienne prévues par le dispositif national selon un rapport sénatorial de 2024, l'école doit continuer à promouvoir l'activité physique et sportive plutôt qu'accroître le temps passé devant les écrans.

## ÉVALUATION

### Uniforme : un bilan limité

Voici une autre lubie qui fait flop. La première évaluation nationale de l'expérimentation de la tenue commune à l'école, publiée par la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (Depp) en mai, met en évidence des effets globalement limités. Si certains établissements relèvent un léger renforcement du sentiment d'appartenance, les impacts sur les apprentissages, les inégalités sociales ou le harcèlement restent faibles et variables selon les contextes. La FCPE, opposée au dispositif depuis son lancement, estime que l'uniforme représente un coût pour les collectivités et l'État alors que d'autres priorités existent. La cohésion ne se construit pas par la tenue vestimentaire mais par l'éducation et le partage de valeurs.



# 90%

**DES JEUNES** estiment que l'IA peut garder secrets les échanges avec elle.

—

## ENQUÊTE

### Quand l'IA devient un confident

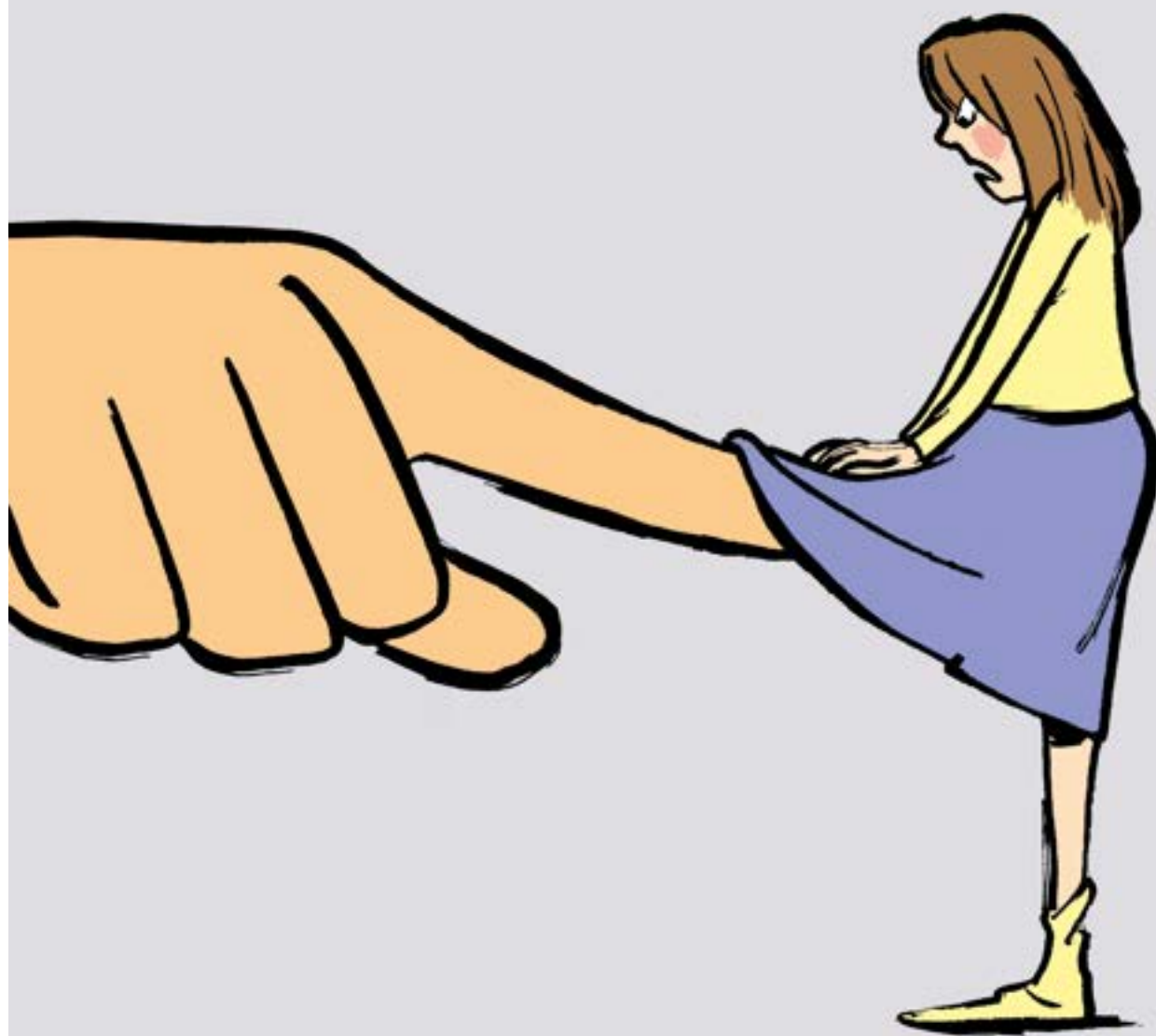
Selon une enquête européenne menée par la CNIL et le Groupe VYV auprès de jeunes de 11 à 25 ans, près de 9 jeunes sur 10 utilisent une IA conversationnelle. Près d'un sur deux y aborde des sujets personnels ou intimes, et un tiers la considère parfois comme un « psy ». L'IA s'inscrit ainsi dans les parcours informels d'écoute, de conseil et de soutien dans la vie quotidienne. En France, plus d'un jeune sur quatre présente une suspicion de trouble anxieux généralisé. Si ces outils sont jugés utiles et accessibles, ils soulèvent des interrogations sur la fiabilité des conseils délivrés et la protection des données. Pour limiter les risques, l'étude souligne la nécessité de renforcer l'éducation au numérique, de sensibiliser les jeunes aux limites de l'IA, de développer leur esprit critique et de mieux accompagner les familles, les enseignants et les professionnels de santé.



#### EN SAVOIR PLUS :

**Internet** Voir l'infographie de la CNIL.

# #STOPINCESTE



# Nos coups de cœur

Expos sympas, films à voir, bouquins à lire, sites à visiter...  
des idées **pour toute la famille** !



## MANIFESTATION

### PARTIR EN LIVRE

Selon la récente étude du Centre national du livre, les parents lisent de moins en moins d'histoires à leurs enfants, en particulier aux 7-12 ans. Pour transmettre le goût de lire, la 12<sup>e</sup> édition de Partir en Livre mettra à l'honneur les petits et grands héros qui marquent l'enfance, avec des milliers d'événements organisés partout en France jusqu'au 19 juillet.

**Internet** [partir-en-livre.fr](http://partir-en-livre.fr)

## LECTURE

### Prix des incos

Le 38<sup>e</sup> Prix des Incorruptibles est lancé ! La sélection 2026-2027 vient d'être dévoilée : 41 ouvrages, répartis en 7 niveaux de lecture. De la maternelle au lycée, ce sont plus de 550 000 élèves qui lisent, échangent puis votent pour leur titre favori. Les adhésions sont ouvertes.

**Internet** [prix.lesincos.com](http://prix.lesincos.com)



## ŒUVRE

### LA CAVERNE DU PONT NEUF

Endommagée par la tempête, la Caverne du Pont Neuf de l'artiste JR, installée à Paris en hommage à Christo et Jeanne-Claude, a finalement pu ouvrir. L'œuvre éphémère – époustouflante –, que l'on peut contempler depuis les bords de Seine ou traverser, est accessible gratuitement 24h/24, 7 jours/7.



[jr-art.net/fr](http://jr-art.net/fr)

Éléa Jeanne Schmitter © 2026 Atelier JR

## FESTIVAL

### Hommage à Monet

L'année 2026 marque le centenaire de la mort de Claude Monet. Pour sa 6<sup>e</sup> édition, le festival Normandie Impressionniste, placé sous le thème d'« Un possible jardin », propose, jusqu'au 27 septembre, un parcours presque totalement contemporain, de Rouen à Cherbourg en passant par Vernon, Yvetot, Le Havre, Caen et Honfleur.

**Internet** [normandie-impressionniste.fr](http://normandie-impressionniste.fr)



## SCIENCE

### ÉCLIPSE SOLAIRE

Le 12 août 2026, une éclipse totale de soleil sera visible depuis la France, vers 20h. Le ciel s'assombriera pendant quelques minutes en plein jour. Attention, les lunettes certifiées sont indispensables pour éviter de graves lésions oculaires.

**Internet** [observatoiredeparis.psl.eu](http://observatoiredeparis.psl.eu)

## OUVRE



### Tu n'es pas obligé

« Depuis quelque temps, tu l'as sûrement remarqué, nous, les hommes, avons plutôt mauvaise presse. » Dans ce guide destiné aux ados, Dr Kpote, animateur de prévention sur la vie affective, relationnelle et sexuelle en collège et lycée, déconstruit avec efficacité les injonctions

faites aux garçons. Il les aide à réfléchir à leur manière de vivre leur masculinité, et à repérer les stéréotypes liés à la virilité et leurs effets toxiques sur leur existence comme sur celle de leur entourage et de leurs partenaires actuels ou futurs. À mettre entre leurs mains ! Ed. La Ville brûle, 14€.



## Garder une trace

Au fil des pages, l'enfant pourra dessiner et raconter ses découvertes pour créer des souvenirs inoubliables. Marie Faure-Ambroise, journaliste voyage, a imaginé ce carnet ludique pour les enfants dès 6 ans. Un joli moyen pour prendre conscience que parcourir le monde est aussi un privilège.

Voyages Gallimard, 10,95 €.



## EXPOSITION

## HILMA AF KLINT

Le Grand Palais et le Centre Pompidou révèlent enfin au public français l'univers visionnaire d'Hilma af Klint (1862-1944). Du 6 mai au 30 août 2026, les Galeries 8 accueillent pour la première fois en France le cycle monumental des peintures du Temple. Une plongée fascinante dans l'œuvre d'une pionnière qui a réinventé l'abstraction avant Kandinsky et Malevitch.



[grandpalais.fr](http://grandpalais.fr)



## #CINÉ

**L'école est finie, le temps est suspendu. Et les soirées d'été se prolongent en plein air. Quoi de mieux que le ciné gratuit !**

### PARIS

## L'APPEL DE LA FORÊT

Pour sa 35<sup>e</sup> édition – du 22 juillet au 16 août –, le festival du cinéma en plein air de la Villette a sélectionné 40 films (une séance à 18h, une autre à 20h), dans lesquels la forêt s'impose comme un personnage à part entière, parfois inquiétant (*Le Règne animal*), initiatique (*Into the Wild*) ou fragile (*Princesse Mononoké*, *Sauvages*).

[lavillette.com](http://lavillette.com)

### STRASBOURG

## POUR TOUS LES GOÛTS

Le vendredi, du 4 juillet au 29 août, plaids, transats et coussins envahiront les parcs de Strasbourg. Neuf séances gratuites sont à l'affiche : *Thelma et Louise*, *Dragons*, *Persepolis*, *Wall-E*, *E.T L'extra-terrestre*, *Lilo et Stictch*, *Rain man*, *Forrest Gump*, et *Il était une fois dans l'Ouest*.

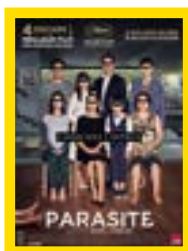
[strasbourgfestival.com](http://strasbourgfestival.com)

### LYON

## À QUEL PRIX ?

Du 15 au 18 juillet 2026, le festival Cinéma sous les Étoiles revient avec le thème « À quel prix ? ». Quatre projections en VO – *The Truman Show*, *Captain Fantastic*, *Pompoko*, *Parasite* – inviteront le public à s'interroger sur ce que nous sommes prêts à payer pour nos choix, notre confort ou nos convictions.

[csl-lyon.fr/](http://csl-lyon.fr/)



**Cet été, on part  
tous en colo !**

Séjours sportifs  
Stages artistiques  
Multiactivité  
Clubs jeunes

**100%**  
Fun  
Découverte  
Rencontres  
Activités

[www.vacances-pour-tous.org](http://www.vacances-pour-tous.org)





## 3 BONNES RAISONS

### DE LIRE CE DOSSIER !

1. Être conscient des bienfaits de cette expérience
2. Laisser partir son enfant en confiance
3. Connaître les aides financières

# Les colos : on dit OUI !

Alors qu'elles fêtent leurs 150 ans d'existence, les colonies de vacances font face à une baisse de fréquentation constante. Elles sont pourtant **des espaces privilégiés** de découverte, de vie collective et de déconnexion. Tout autant qu'un levier, rare et précieux, de mixité sociale.

Texte : ÉMILIE GILMER



## Un modèle à défendre

**M**ini-camps, séjours sportifs, nature, culture, mer, montagne, itinérance... Malgré leurs formes diverses et leur capacité à se réinventer, les colonies de vacances connaissent, depuis plusieurs décennies, un net recul de leur fréquentation. « Dans les années 70, qui fut la grande époque des colonies de vacances, on comptait plus de 3 millions d'enfants inscrits à un de ces séjours, rappelle Aurore Perrin-Saada, responsable de plaidoyer de Jeunesse au plein air (JPA). Mais au fil des années, ce chiffre a constamment diminué. » Selon l'Institut national de la Jeunesse et de l'Éducation populaire (Injep), on comptait 1,43 million de départs en séjours collectifs en 2018-2019, juste avant la période du Covid. Leur fréquentation a ensuite connu une chute vertigineuse : seuls 670 000 enfants sont partis en 2019-2020, en plein cœur de la pandémie. « Ensuite, grâce à l'appui des « colos apprenantes » créées en 2020 (mais supprimées du budget 2026, sans aucune justification !), une remontée significative a été enregistrée », analyse l'experte. Pourtant, cinq ans plus tard, on peine toujours à retrouver « le niveau d'avant Covid » : 1,34 million d'enfants sont partis en 2023-2024 et 1,29 million en 2024-2025. Comme si un réflexe s'était perdu avec la crise sanitaire que l'on avait du mal à réamorcer...

### Moins de départs chez les classes moyennes

Parmi les motifs qui expliquent ce recul, la question financière domine, notamment pour les familles des classes moyennes ne bénéficiant pas d'aides au départ. « Depuis plus de vingt ans, différentes études montrent que les enfants des classes moyennes partent de moins en moins en séjours de vacances, peut-on lire dans le rapport *Les colos, un enjeu éducatif pour tous*<sup>1</sup>. [...] Ainsi, les départs en colonies de vacances reflètent de fortes inégalités sociales liées à la catégorie socioprofessionnelle des familles. » Avec une conséquence très nette : « Le public inscrit en colonie de vacances se polarise de plus en plus entre les enfants des catégories privilégiées, à même de financer des séjours devenus plus onéreux et les enfants issus de familles à bas revenus, qui bénéficient d'aides financières. » Une situation renforcée



« Il est essentiel que ces colonies de vacances soient le reflet de la société, dans sa diversité. »

— AURORE PERRIN-SAADA, responsable de plaidoyer de Jeunesse au plein air (JPA)



**70%**

**DES ENFANTS** ne partent pas en séjour collectif alors même que leurs parents estiment ce départ comme une chance pour un enfant de leur âge.

(Source : Crédoc/Ovleij, octobre 2024)

par ailleurs par des freins psychologiques, en partie liés, là encore, à la catégorie socioprofessionnelle. Comme l'a montré l'Ifop<sup>2</sup>, la propension à faire participer son enfant à une colonie de vacances (quelle que soit la période de l'année) décroît de façon linéaire avec le niveau de revenu.

### La mixité sociale, un enjeu à préserver

Cette polarisation du public comporte alors un risque non négligeable : mettre à mal la dimension de mixité sociale qui constitue pourtant l'un des apports essentiels des colonies de vacances. Car les séjours collectifs demeurent, dans de nombreuses situations, un espace rare de mixité sociale réelle, où se rencontrent des enfants de milieux différents. « Il est essentiel que ces colonies de vacances soient le reflet de la société, dans sa diversité, et non des espaces rassemblant des enfants issus d'un même milieu, souligne Aurore Perrin Saada. C'est pourquoi, JPA, comme d'autres organisations, milite pour que ce droit aux vacances soit assuré pour tous les enfants, via des aides financières significatives. » En octobre 2025, une lettre ouverte intitulée « Ne fermez pas la porte aux vacances de nos enfants », signée par 70 organisations, s'insurgeait de choix budgétaires délétères et réclamait le maintien d'une politique publique ambitieuse pour les colonies de

# « La crise du Covid, en rendant les enfants plus sédentaires et soumis aux angoisses, a remis au devant de la scène l'utilité sanitaire des séjours collectifs. »

—  
RAPPORT DU COJ

vacances. Elle a depuis porté ses fruits. « À la suite de cette mobilisation, la Cnaf<sup>3</sup> a débloqué une enveloppe supplémentaire de 20 millions d'euros en 2026, ce qui a permis la mise en place d'une « aide aux vacances enfants » nationale ouverte aux familles dont le quotient familial (QF) est inférieur ou égal à 950 €, précise l'experte. Une aide qui vient s'ajouter au Pass colo<sup>4</sup> créé en 2024 pour les enfants de 11 ans, année charnière entre l'école et le collège, où l'on a besoin/envie de gagner en autonomie...

## Un impact éducatif avéré

De quoi relancer – les organisations l'espèrent – la fréquentation des séjours collectifs. À condition que les communes, les CSE<sup>5</sup>, et les associations locales prennent aussi leur part pour aider les familles à accéder à un séjour ou à une aide... Car, rappelons-le, à l'heure où près de 4,7 millions de jeunes ne partent pas en vacances (données Crédoc-Ovlej, 2023) – soit 2 enfants sur 5 ! –, la colonie de vacances reste un des derniers remparts contre cette inégalité criante. Et pour tous les enfants qui en bénéficient, un formidable levier d'émancipation. Toutes les études le démontrent : les séjours collectifs sont bien plus que des loisirs. Ils participent pleinement à l'éducation, à l'émancipation et à la construction des enfants. Le rapport *Les colos, un enjeu éducatif pour tous* le souligne, lui aussi : « La diversification des activités proposées à l'enfant permet à celui-ci de se structurer en tant qu'individu, de développer son soi, ses goûts et favorise sa socialisation. Le collectif encadré permet également d'apprendre à gérer la frustration. Concernant les activités, celles-ci sont bénéfiques pour le développement cognitif des enfants. »

## Des réponses aux maux de la société

Par ailleurs, dans un contexte où la santé mentale des jeunes, la sédentarité, l'isolement social et la place des écrans font l'objet d'une attention croissante, les réponses apportées par les séjours collectifs sont plus que jamais d'actualité. « La crise du Covid, en rendant les enfants plus sédentaires et soumis aux angoisses (les leurs et celles de leur famille), a remis au-devant de la scène l'utilité sanitaire [des séjours collectifs] qu'il convient maintenant de valoriser », insiste le Conseil d'orientation des politiques de jeunesse.

- 1) Rapport adopté en 2021 par les membres du Conseil d'orientation des politiques de jeunesse, Commission de l'éducation populaire.
- (2) Été 2021 : une nouvelle donne pour les colonies de vacances ?, Étude Ifop pour Jeunesse au plein air.
- (3) Caisse nationale d'allocations familiales.
- (4) Cette aide est accessible aux familles dont le QF est inférieur ou égal à 1 500 € et dont l'enfant est né en 2014 ou 2015.
- (5) Le comité social et économique, soit l'instance de représentation du personnel dans l'entreprise.



# 2

## L'INQUIÉTUDE POUR LA SÉCURITÉ DES ENFANTS ET LES MOYENS FINANCIERS

sont les deux premiers freins cités par les parents, pour expliquer qu'un enfant ne soit jamais parti en séjour collectif.

(Source : Crédoc/Ovlej, octobre 2024)



### EN SAVOIR PLUS :

**Vidéo** C'est quoi une colonie de vacances ?, une vidéo de JPA et des éditions Milan.

**Replay** Retrouvez notre webinaire du 21 avril 2026 consacré aux aides au départ en vacances sur notre site [fcpe.asso.fr](https://fcpe.asso.fr)

## DE NOMBREUX BIENFAITS

Quels sont les bénéfices des colos pour les enfants ? Les réponses du Conseil d'orientation des politiques de jeunesse.

### 1. Un meilleur sommeil.

« Les enfants ont perdu 1,5 heure de sommeil depuis les années 60. Or, ils dorment davantage en colonie de vacances que pendant des séjours en famille ou chez eux. »

### 2. Une déconnexion numérique.

« Ils sont moins enclins à reporter leur temps libre sur l'utilisation des écrans. »

### 3. Un accès différent à l'alimentation.

« Les enfants ont davantage d'appétit et ont moins de blocages émotionnels sur le repas. Des études ont

montré que l'enfant mange de manière plus diversifiée lors des séjours. »

### 4. Un contact avec la nature.

« Le manque de contact avec la nature et d'activités en extérieur est évoqué par de nombreux spécialistes de l'enfance. Cette tendance s'est, elle aussi, aggravée du fait de la crise sanitaire. Sur ce point, les colonies de vacances ont indéniablement un rôle à jouer, pouvant aisément être corrélé à une dimension d'apprentissage de la préservation de l'environnement. »



## Des colos en phase avec les attentes sociétales

**Des séjours plus courts, davantage de communication avec les familles, un travail sur la prévention des violences sexistes et sexuelles...**

**Face aux demandes sociétales nouvelles, les colonies de vacances s'adaptent.**

### Un besoin de lien

« Il y a aujourd'hui une attente de la part des familles pour créer une continuité éducative et un lien de confiance, explique Nathan Blancher, directeur du centre de vacances CAP Saint-Front en Haute-Loire. De fait, la colo commence désormais bien en amont du séjour, par une présentation lors d'un forum, d'une rencontre ou d'une visio. Car les parents sont beaucoup plus demandeurs de précisions quant à ce qu'il va se passer pendant la colo ; les activités, les repas, etc. De même, l'époque où l'on envoyait une simple carte postale pendant le séjour est révolue. Maintenant, il n'est plus question de ruptures nettes, les organisateurs doivent créer des espaces d'échanges (un blog, au minimum), pour nourrir ce lien avec les familles pendant le séjour. Pour ma part,

je vois certains avantages à cette relation renforcée avec les parents : cela permet de lever les freins au départ, en répondant à la fois aux petites questions pratico-pratiques et aux potentielles angoisses. Cela a tendance à enrichir le séjour. »

### Une exigence de sécurité

« En tant qu'animateur, notre mission première est d'assurer la sécurité des enfants et des adolescents de la colo ; c'est-à-dire la sécurité physique, morale et affective », explique Ewen, 20 ans, animateur auprès d'Aroéven Bretagne. Une question primordiale dans le contexte actuel, qui pousse aujourd'hui à davantage d'inquiétudes. Mais là aussi, les colos s'adaptent : des progrès sont faits en termes de formation, notamment, en



©Aroéven

## L'AVIS DE L'EXPERT

### « Des moments propices à la confrontation à l'altérité sociale et aux transformations de soi »

Pauline Clech est maîtresse de conférences à l'Université de Rouen Normandie et chercheuse au DySoLab. Dans une enquête intitulée « *Socialisation juvénile en colonie de vacances. Entre renforcement et transformation de soi, les effets des colos sur les 12-16 ans* »<sup>(1)</sup>, elle identifie quatre normes spécifiques régissant les colonies de vacances.

#### **Le renforcement de l'autonomie.**

La colonie de vacances permet aux jeunes de se construire un espace à eux, hors du regard des parents, ce qui leur procure un vif sentiment de liberté.

#### **La rupture avec le quotidien.**

Un second ressort du plaisir d'être en « colo » repose sur la pratique d'activités inhabituelles, qu'il s'agisse d'un saut en parapente ou du partage d'une intimité avec d'autres jeunes. Néanmoins, pour être apprécié, l'inconnu doit être combiné avec des éléments connus, sous peine d'une certaine déstabilisation liée à une perte de repères familiaux.

**La capacité à interagir.** Une troisième dimension est l'excitation liée à la rencontre de nouvelles personnes avec qui chercher à former un « groupe soudé » au sein duquel se faire une place, ce qui repose sur le déploiement de capacités relationnelles. La colonie de vacances est en effet un moment

où les jeunes doivent tous se parler, y compris entre garçons et filles. Cela repose néanmoins sur des compétences inégalement réparties selon la classe sociale et le genre.

#### **L'invisibilité de l'encadrement.**

Enfin, une « bonne colo » est caractérisée par une bonne entente avec l'équipe d'animation qui encadre les jeunes de manière quasi invisible. Le fonctionnement de ces vacances encadrées ne repose pas sur une autorité descendante (comme à l'école ou dans la famille), mais sur l'appartenance à un collectif soudé par le partage de ces quatre normes. L'encadrement est basé sur la mise en scène d'une proximité – liée à l'âge et/ou aux goûts culturels – entre jeunes et animateurs, d'où la sensation – à la fois avérée et travaillée – que ce sont des adultes différents de ceux auxquels les jeunes sont habitués.

(1) Injep, analyses & synthèses. Études et recherches, n°36, juillet 2020.

phase avec les nouvelles attentes sociétales. Par exemple, en 2024, les compétences visées par la formation au BAFA (brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur en accueils collectifs de mineurs) ont été modifiées. L'un des objectifs, notamment, étant de prévenir les violences sexistes et sexuelles ou de lutter contre toute forme de discriminations. Mais aussi de transmettre les valeurs de la République, notamment la laïcité et l'égalité entre les femmes et les hommes. Certains organisateurs vont même plus loin dans la formation. « Chez Aroéven, les animateurs sont formés, par exemple, aux premiers secours en santé mentale », remarque Ewen.

#### **Une école du collectif**

Pour beaucoup d'enfants et d'adoles-

cents, la colonie de vacances est une première expérience en collectivité. « Notre rôle est de les aider à évoluer dans ce cadre différent de ce qu'ils connaissent habituellement, poursuit Ewen. Pour cela, le mot d'ordre est la bienveillance, il faut que personne ne se sente offensé et que tout le monde contribue à cet état d'esprit. Nous devons d'ailleurs les accompagner dans la prise de conscience de la différence. Parfois, ce sont des jeunes qui ne se rendent pas compte de la diversité des milieux sociaux. »

#### **Autre dimension cruciale : la responsabilisation**

« Pour cela, il y a des règles qui sont établies dès le départ du séjour pour que chacun soit au clair sur la manière dont on va vivre tous ensemble le temps du

séjour, explique l'animateur. C'est-à-dire que l'on prend le temps, dès le premier jour, de poser un cadre et de coconstruire des règles communes. Le cadre a quatre côtés : la loi, le respect de l'environnement, le respect des autres et le respect de soi-même. L'idée est que chacun trouve sa liberté au sein de ce cadre-là. » Cet apprentissage du vivre-ensemble permet d'ailleurs, bien souvent, de gagner en autonomie et d'acquérir des réflexes qui durent bien au-delà du séjour. « Nos plus grandes réussites, ce sont des petites victoires du quotidien, remarque Nathan Blancher. Par exemple, un enfant qui revient dans sa famille en ayant pris l'habitude de débarrasser la table, alors qu'il ne le faisait pas auparavant. Ce sont des petites choses imperceptibles, mais qui, in fine, ont de l'importance. »



# “Pourquoi les parents ont-ils peur de laisser partir leur enfant ?”

L'inquiétude parentale est si grande qu'elle demeure l'un des principaux freins au départ en séjour collectif. Lorsqu'elle est bien gérée, une séparation peut pourtant être bénéfique. Le point avec le **Dr Stéphane Clerget**, pédopsychiatre, auteur de « *Les maux de vos ados. Comment les aider vraiment* »\*.

## Pourquoi est-il difficile pour certains parents d'envoyer leur enfant en colonie ?

**Stéphane Clerget :** La séparation réveille plusieurs émotions. Il y a d'abord le sentiment de perdre momentanément son rôle protecteur vis-à-vis de son enfant. Parfois aussi, il y a une culpabilité, notamment lorsqu'on n'a pas les moyens de partir soi-même en vacances. Et puis, il y a d'autres peurs, plus subtiles, surtout quand c'est la première colo : la prise de conscience, parfois douloureuse, que l'enfant devient progressivement autonome. Enfin, évidemment, depuis que nous sommes collectivement sortis du déni quant au risque d'agressions sexuelles sur les enfants – et même si des progrès ont été faits, notamment en termes de recrutement des personnels encadrants – il y a aussi la crainte qu'il arrive quelque chose de cet ordre-là.

## En quoi cette séparation parents/enfant peut-elle être bénéfique ?

**S.G. :** La séparation proprement dite peut être bénéfique lorsqu'elle développe l'autonomie : l'enfant découvre qu'il peut gérer seul ses affaires, s'organiser seul, prendre des petites décisions sans l'aide immédiate de ses parents. Bien sûr, il y a l'aide des animateurs, mais elle est moins intense, moins présente que celle des parents. Cette séparation renforce aussi la confiance en soi, car l'enfant constate qu'il peut vivre et se débrouiller loin de sa famille. Cela favorise également la tolérance à la frustration : l'enfant apprend que ses parents ne sont pas disponibles à tout moment pour le rassurer ou répondre à ses besoins. Car, là encore, les animateurs ont beau être présents, ils ne répondent pas aussi immédiatement que ne le font les parents. Enfin, cette première séparation aide à préparer les séparations futures : les



voyages scolaires, peut-être, les voyages durant les études supérieures, les premiers séjours entre amis. Et puis, cela donne du recul, dans le sens où l'on apprécie mieux, au retour, le lien familial. Les retrouvailles sont souvent chaleureuses et renforcent l'attachement.

## Comment s'y préparer et lever les freins ?

**S.G. :** On peut se préparer à cette séparation par de courtes séparations

familiales, en confiant son enfant quelques jours, par exemple, aux grands-parents. Ce qui peut être rassurant, aussi, est que son enfant parte avec un frère ou une sœur, un ami ou une amie.

Concernant la peur de l'agression, je pense que le plus pertinent est d'échanger avec les organisateurs afin qu'ils expliquent comment ils recrutent leur personnel et en quoi ils offrent des garanties. Enfin, ce qui peut bien sûr aider les parents à supporter cette séparation est de se rappeler en quoi ce séjour collectif peut être bénéfique pour leur enfant, et pour eux, dans la mesure où cela leur donne une occasion de se reposer ou de vivre autre chose le temps du séjour.

Je conseillerais aussi aux parents de faire le point sur leurs propres séparations, celles qu'ils ont connues étant enfant : comment les ont-ils vécues ? S'ils sont eux-mêmes partis en colo, comment cela s'est-il passé ? Est-ce que ce sont de bons ou de mauvais souvenirs ? Faire le point sur son propre vécu, et travailler éventuellement sur sa propre histoire, peut les aider à lever certains freins concernant le départ de leur enfant.

\* Éd. Solar, 2026.





## Quelles aides pour faire baisser la facture ?

### VACAF-AVE

L'Aide aux vacances enfants (AVE), inscrite dans le dispositif VACAF, est destinée à favoriser un départ en séjour collectif pour les jeunes de 6 à 17 ans, à condition qu'il se déroule pendant les vacances scolaires et auprès d'un partenaire labellisé VACAF. Elle est attribuée en fonction du quotient familial (QF), qui doit être inférieur ou égal à 950 € au 31 janvier 2026. Le montant peut représenter jusqu'à 70 % du coût du séjour dans la limite de 50 € par jour.

### Le Pass colo

Cette aide est accessible aux familles dont le QF est inférieur ou égal à 1500 € et dont l'enfant est né en 2014 ou en 2015. Elle est en effet pensée pour favoriser un premier départ pour les enfants de 11 ans, âge charnière entre l'école primaire et le collège. Son montant dépend du quotient familial mais peut s'élever jusqu'à 350 €. Le Pass colo est directement déduit du coût du séjour. Il est cumulable avec les autres dispositifs.

### Les aides locales

Il serait dommage de s'arrêter à un seul dispositif, dans la mesure où il est souvent possible de cumuler plusieurs aides. En effet, dans de nombreux cas, ces aides combinées permettent de réduire très fortement le coût, voire de rendre un séjour accessible à des familles qui pensaient ne pas pouvoir en bénéficier. Vous pouvez :

→ **Solliciter** les aides de Jeunesse au plein air (JPA) dans votre département ;

→ **Vous rapprocher** de votre mairie, de votre département et/ou de votre région ;

→ **Vous renseigner** sur les dispositifs prévus par le Comité social et économique (CSE) de votre entreprise (chèques vacances, participations).



#### EN SAVOIR PLUS :

**Internet** Consultez le site officiel [www.aides-vacances-info.fr](http://www.aides-vacances-info.fr)

### FAQ DES PARENTS

## POURQUOI LES SÉJOURS ONT-ILS RACCOURCI CES DERNIÈRES ANNÉES ?

« Aujourd'hui, la règle est de proposer des séjours de 1-2 semaines, loin des 3-4 semaines proposées, 30 ans en arrière [...] », peut-on lire dans le rapport *Les colos, un enjeu éducatif pour tous*. « Ce raccourcissement de la durée des séjours s'explique essentiellement par l'inflation qui a touché de plein fouet les organisateurs de séjours, faisant grimper le coût du transport, des activités, de l'alimentation, etc., remarque Aurore Perrin-Saada, responsable de plaidoyer de Jeunesse au plein air (JPA). Aussi, pour rester compétitifs et ne pas augmenter le coût du séjour, ils se sont adaptés en réduisant le nombre de jours proposés. »

## QUEL EST LE TAUX D'ENCADREMENT EXIGÉ PAR LA LOI LORS D'UNE COLONIE DE VACANCES ?

Le taux minimum à respecter par l'organisateur est d'un animateur pour douze enfants de 6 ans ou plus et d'un animateur pour huit enfants de moins de 6 ans. Par ailleurs, au moins 50 % des animateurs doivent être titulaires du BAFA (brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur) ou d'un autre diplôme équivalent, reconnu par la loi.



#### EN SAVOIR PLUS :

**Internet** En juillet 2024, le ministère des sports, de la jeunesse et de la vie associative a lancé une campagne contre les violences sexuelles et sexistes (VSS) afin de sensibiliser les jeunes s'apprêtant à partir en colonies de vacances et leurs parents.



PRIX UNITAIRE  
2025 (HORS FRAIS  
DE PORT) : 22 € TTC

Aperçu de la couverture



# L'incollable du parent d'élève

## NOUVELLE ÉDITION

—  
Revue & corrigée  
2025



Une mise à jour des évolutions réglementaires les plus récentes (réforme du lycée, réforme de la voie professionnelle, choc des savoirs, diplôme national du brevet 2026...).



Des nouvelles fiches :  
la construction du citoyen,  
agir en cas de violences sexuelles  
en milieu scolaire...

**Commandez  
votre exemplaire sur  
[e-bt.fr/boutique/fcpe](https://e-bt.fr/boutique/fcpe)**



## Le pentester déjoue les failles

**Ce spécialiste de la cybersécurité teste la solidité des systèmes informatiques dans un cadre légal. Un métier technique et stimulant, qui demande curiosité, méthode et entraînement.**

Texte : ANNE-FLORE HERVÉ

**T**esteur d'intrusion, auditeur sécurité ou encore « hacker éthique »... Le pentester est un professionnel de la cybersécurité qui cherche les failles d'un système informatique. « Un peu comme un serrurier à qui on demanderait de crocheter un cadenas pour voir où il cède », illustre Axel, ingénieur en informatique. En général, ce prestataire intervient en aval, une fois que l'entreprise a développé sa propre architecture de sécurité. « Son intervention, dans un cadre légal et contractuel, est un aboutissement qui consiste à s'assurer que rien n'a été omis, note Gildas Antoine, professeur de cybersécurité à l'Institut national des sciences appliquées (INSA) de Rennes. Son regard extérieur est précieux. » Une fois le diagnostic posé et son rapport remis au client, sa mission s'arrête. Ce métier attire « des profils techniques qui aiment « bidouiller » et mettre les mains dans le cambouis », constate Gildas Antoine. Plusieurs voies sont possibles : des études en cybersécurité courtes pour occuper rapidement un poste opérationnel ou un cursus plus long avec des perspec-

tives d'évolution. En revanche, ce qui est commun au bac +3 et au bac +5, c'est un goût prononcé pour le jeu.

### S'entraîner H24

Rester dans le coup suppose aussi de se former en continu, de mutualiser les compétences au sein des équipes, mais aussi de s'entraîner en participant aux Capture the flag (CTF). Ces compétitions de cybersécurité consistent à pénétrer légalement un système informatique pour capturer des drapeaux. « Pour de nombreux recruteurs, notamment sur les postes les plus techniques, les classements des candidats témoignent d'une curiosité réelle, note le professeur. Un pentester s'entraîne et apprend en permanence. » Aujourd'hui, dans un marché tendu, ce métier bien rémunéré reste porteur et les offres d'emploi sont régulières. « Je dis souvent à mes étudiants que c'est un bon métier pour débiter, affirme le professeur. Surtout s'ils aiment le concret et la technique, mais il faut garder en tête une évolution ensuite vers d'autres postes de la cybersécurité. » Car jouer tous les jours à « chercher et trouver » peut finir par lasser.

+

## 3 QUESTIONS À SE POSER

1.

**Est-ce que j'aime chercher, tester, recommencer et parfois passer des heures sans résultat immédiat ?**

Le métier demande une grande curiosité, mais aussi beaucoup de patience face à des enquêtes techniques souvent longues et parfois frustrantes.

2.

**Est-ce que je suis prêt à me former en continu ?**

Un pentester doit suivre l'évolution des technologies, des vulnérabilités et des méthodes d'attaque, ce qui implique une veille constante et un fort investissement personnel.

3.

**Est-ce que j'ai le goût de la rigueur et le sens de l'éthique ?**

Au-delà de la technique, le pentester doit être très précis dans ses tests, capable de rédiger un rapport clair et compréhensible, et respecter un cadre légal et moral irréprochable, car il manipule des accès et des informations sensibles.

Surtout, la question de l'automatisation des tâches les plus répétitives – scans, détection de failles courantes, vérification de configurations – du pentester se pose déjà avec l'IA... Cela ne signifie pas pour autant sa disparition. Imaginer un scénario inédit, repérer une faiblesse non évidente, comprendre un contexte complexe... « Les recruteurs auront toujours besoin d'experts capables d'aller au-delà des recettes toutes faites », assure Gildas Antoine.



### En savoir plus

#### Internet

- Une palette de métiers à découvrir : un dossier à lire sur [France Travail](https://france.travail.gouv.fr/).

En pratique

# Alimentation

## Cadmium : peut-on l'éviter ?



**Les enfants sont surexposés au cadmium, un métal lourd cancérigène omniprésent dans des aliments du quotidien. Le seul levier : réduire la contamination des sols.**

Texte : MARIANNE PEYRI

**L**es derniers chiffres de l'Anses sont préoccupants : un Français sur deux présente dans son organisme un taux de cadmium supérieur aux valeurs sanitaires de référence. Ils pointent également une accélération de la contamination dès le plus jeune âge. Les jeunes ont désormais des taux similaires à ceux des adultes d'il y a dix ans. Cette contamination, selon l'Anses, débute avant l'âge de 7 ans, le cadmium étant présent dans les préparations et les céréales infantiles. Invisible, inodore, persistant à la cuisson, ce métal lourd pénètre au sein des aliments via les sols agricoles contaminés par les engrais phosphatés. Une fois absorbé par l'organisme humain, il y reste entre dix et trente ans, s'accumulant dans les reins, le foie et les os. Les enfants, qui en absorbent aujourd'hui, considérés parmi les personnes les plus vulnérables, en subiront les conséquences à l'âge adulte.

« Sa toxicité est démontrée, à travers des milliers d'études, depuis plus de

vingt-cinq ans. Le lien a été formellement établi entre le cadmium et l'ostéoporose, les maladies rénales et cardio-vasculaires. Avec les taux phénoménaux enregistrés aujourd'hui, il y a un risque important de développer ces pathologies. Le lien de causalité avec des cancers est plus compliqué à démontrer mais il y a de fortes suspicions. Un devoir de précaution et de prévention s'impose pour limiter les risques », alerte le médecin généraliste Pascal Meyvaert. Ce dernier a dirigé, au sein de l'Union régionale des médecins libéraux, un travail sur le rôle potentiel du cadmium dans l'explosion des cas de cancers du pancréas, notamment chez des personnes de plus en plus jeunes.

### Une loi nécessaire pour baisser la teneur en cadmium des engrais

Les parents, dans leurs choix alimentaires, peuvent jouer un rôle préventif (voir encadré). Cependant, pour réduire ces taux de cadmium dans la population, l'enjeu s'avère plus vaste, et relève

## MOINS DE PÂTES ET DE PAIN BLANC, PLUS DE LÉGUMES

En prévention, les parents peuvent limiter la consommation de certains produits, notamment ceux pris régulièrement : pain blanc et pain de mie, chocolat, viennoiseries, céréales du petit-déjeuner, biscuits salés et sucrés, barres de céréales, pâtes et riz blancs, pommes de terre, chips, pizza... Il est recommandé de diversifier son alimentation, en proposant au petit-déjeuner, un œuf, des fruits, une compote, des produits laitiers, du pain de seigle ou d'épeautre. Au repas, pensez à cuisiner plus souvent des légumes notamment secs (lentilles, pois chiches, haricots secs, pois cassés), du maïs, de la polenta, du quinoa ou du sarrasin, et utiliser de l'huile d'olive, de noix ou de colza. Les légumes issus de l'agriculture biologique sont à privilégier, ces derniers contenant environ deux fois moins de cadmium.

des pouvoirs politiques. Cet été, un décret devrait voir le jour en France pour rembourser en partie des dépistages de l'imprégnation au cadmium pour les personnes exposées selon leur lieu d'habitation (Champagne, Charente, Jura...). Une mesure qui rend dubitatif le Dr Pascal Meyvaert : « Si on découvre qu'une personne a un taux élevé, je ne sais pas quels examens complémentaires faire ou quoi surveiller. Avec le cadmium, tous les organes peuvent être touchés ».

Selon lui, il s'agit avant tout de réduire le taux de cadmium présent dans les engrais minéraux phosphatés utilisés en agriculture intensive. Un projet de loi est actuellement à l'œuvre, en France, pour abaisser les limites actuelles de 90mg/kg à 20mg/kg. Selon ce médecin, « face aux taux de contamination qui augmentent vite, il y a urgence à agir, en important, en France, moins d'engrais à forte teneur en cadmium et en subventionnant davantage l'agriculture biologique pour la rendre financièrement accessible à tous. Le véritable levier est là. »

En pratique



## Pratiques parentales

# Attention au chantage affectif !

**Le recours excessif au chantage affectif peut avoir des **répercussions** sur le développement émotionnel des enfants.**

Texte : ANNE-FLORE HERVÉ

**Q**uel adulte n'a pas simulé, un jour, une grimace de tristesse pour obtenir d'un tout-petit qu'il accepte de finir son assiette ? Cette attitude, tant qu'elle reste dans un cadre ludique du « faire semblant », peut se conclure par une bonne partie de rigolade. Mais si elle devient un mode de fonctionnement répété pour obtenir satisfaction ou obéissance, elle s'apparente à du chantage affectif et là, ce n'est plus la même affaire.

Qu'entend-on exactement par « chantage affectif » ? Ce comportement consiste, en tant que parent, à mettre en scène sa vulnérabilité par une mimique triste, une voix chancelante ou des mots culpabilisants afin de mobiliser l'aide, l'attention, la proximité de son enfant. Y avoir recours fait peser sur l'enfant une responsabilité qui n'est pas la sienne. Comment la vie d'un parent peut-elle dépendre de ce que va faire l'enfant ? Avoir la force de refuser cette responsabilité est le meilleur moyen d'échapper au chantage affectif mais pour un tout-petit qui, par définition, dépend de son parent, c'est quasi impossible et

c'est très effrayant...

À haute dose, le chantage affectif crée un attachement extrême qui n'a, en réalité, rien de sécurisant. Tandis que le lien d'attachement qui sécurise permet à l'enfant de se détacher, le chantage affectif entraîne une situation plus globale de dépendance que l'on nomme aussi fusionnelle. Or, la fusion, c'est la dilution de l'individualité. L'enfant et le parent restent collés au point de former un magma familial compact : on ne sait plus où commence et où finit chaque individu.

Une autre conséquence du chantage affectif est la « parentification ». Lorsqu'un enfant prend en charge son parent dépressif, il a le sentiment d'être davantage mature que ses camarades mais en réalité, c'est un piège. Certes, il grandit plus vite que les autres du point de vue intellectuel, mais pas du point de vue émotionnel. Il reste prisonnier du statut « d'enfant-de-son-parent » car il risque de n'exister qu'à travers le lien. Ce lien devient alors vital pour lui. Avec, forcément, des répercussions sur sa vie d'adulte, notamment sentimentale...



## AVIS D'EXPERT



**EUDES SÉMÉRIA**  
psychologue et  
psychothérapeute

« Dans les cas extrêmes, le chantage affectif peut fabriquer des adultes décalés avec peu de confiance et peu d'estime d'eux-mêmes. Enfants, ils ont souvent été poussés à prendre soin du parent, à se mettre à son service : ils grandissent vite en apparence, mais leur développement émotionnel, lui, reste entravé. À l'âge adulte, ils se sentent encore "enfants" dans un monde où l'on attend d'eux qu'ils se comportent en adultes. Alors, ils continuent à s'effacer, à faire passer les besoins des autres avant les leurs, parfois jusqu'à ne plus savoir ce qu'ils veulent vraiment. Sur le plan psychique, c'est très destructeur, car ils finissent par se diluer eux-mêmes. Dans la vie amoureuse, cela peut donner des personnes très dociles, très collantes, parfois jalouses : non par caprice, mais parce que la peur de perdre le lien devient immense. Quand on n'existe qu'à travers le lien, sa disparition est vécue comme une menace pour soi-même. Mais ce n'est pas une fatalité : ce fonctionnement peut se comprendre (en général, ce sont des parents qui ont eux-mêmes subi un contexte familial très fusionnel), se travailler et évoluer. »

En pratique



## En savoir plus

**À lire**

• *Éduquer, c'est rendre responsable*, éd. Albin Michel, 18,90 €.



## Ces élèves qui mènent de front scolarité et emploi rémunéré

**Près d'un quart des lycéen·nes travaillent en parallèle de leur scolarité. Une réalité souvent peu connue de la communauté éducative, bénéfique pour certains et délétère pour d'autres.**

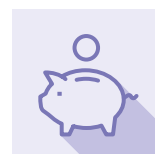
Texte : MARIANNE PEYRI

“À 15 ans, en seconde, lors d'un stage effectué dans le cadre de mon bac pro aménagement paysager, l'entreprise m'a proposé de travailler en renfort certains week-end et pendant les vacances. J'ai accepté. Quand on est au lycée, on ne rapporte pas d'argent à la maison. Je voulais aussi de l'argent de poche pour des sorties et je préférais ça plutôt qu'être assis sur ma chaise en cours », témoigne Oscar, 18 ans, aujourd'hui étudiant en BTS Aménagement paysager, qui, tout son secondaire, a cumulé scolarité et de nombreux CDD. Il fait partie de ces lycéens et lycéennes, soit 1 sur 5, et même 1 sur 3 en voie professionnelle, qui mènent de front cours, stages et jobs rémunérés. Ils sont livreurs, animateurs en accueil de loisirs, baby-sitters réguliers, serveurs, revendeurs en ligne... Soit au *black*, soit déclarés. Certains aident de façon informelle leurs parents commerçants, artisans ou agriculteurs. D'autres, notamment issus de famille monoparentale ou de l'immigration, travaillent par

nécessité, d'autres encore pour leurs loisirs. Clément, 18 ans, lycéen en voie générale, lui, réalise, depuis deux ans, 9 heures de travail par semaine dans un drive de supermarché. « J'ai pris ce job pour être autonome, me payer des sorties, l'essence et l'assurance de ma voiture, sortir le soir sans que cela soit une charge supplémentaire pour mes parents », explique-t-il.

### « Sous les radars » des politiques éducatives

Bien qu'existant depuis des dizaines d'années, ce fait social est pourtant peu étudié et médiatisé. Une note du Céreq<sup>1</sup> de mars 2026, dénonce son invisibilité : « Ce phénomène reste mal connu et souvent minimisé par la communauté éducative qui n'en prend connaissance que lorsque la fatigue, l'absentéisme ou la chute des résultats le rend visible ». Le Céreq pointe une carence de littérature scientifique sur ce sujet – contrairement aux jobs étudiants très étudiés – et un phénomène pourtant massif qui passe « sous les radars » des politiques éducatives.



70%

**DES JEUNES** concernés disent avoir commencé à travailler entre 14 et 16 ans. Cela signifie que, pour beaucoup, l'entrée dans le travail se fait dès le collège.

(Source : vousnousils)



## ILS ONT DIT

Le préjugé, de fait, persiste que ces emplois lycéens ne concerneraient en effet qu'une minorité d'entre eux. Rares sont les professeurs qui s'en informent, le demandant par exemple dans les fiches de présentation de début d'année. « Ce sujet n'est pas tabou mais présenté comme étranger aux enjeux scolaires », explique le Céreq. Une autre raison est le silence des lycéens eux-mêmes sur ces emplois. Ils peuvent estimer que « cela ne regarde pas l'institution », ou sont gênés d'évoquer des situations familiales difficiles, craignent d'avouer un emploi non déclaré ou de mécontenter leurs professeurs. « On me demandait parfois de travailler les jours où j'avais cours. Au lycée, cela posait des problèmes administratifs car j'avais des absences injustifiées. Je n'en parlais pas à mes professeurs car cela pouvait être mal vu. Une journée en CDD, dans mon esprit, ce n'est pas vraiment un emploi. Je ne voyais pas l'intérêt d'en parler », témoigne ainsi Oscar.

### Des expériences bénéfiques et déléteres

Ces emplois sont pourtant à double tranchant. Certains, encouragés, par les parents, notamment de milieux aisés, sont facteurs de découverte du monde du travail, de socialisation, d'autonomisation et de motivation. « En faisant ce travail, je me sens plus autonome, je sais comment gérer mon argent, ce que travailler en entreprise signifie. Cela me fait grandir. J'ai vu aussi au supermarché combien c'était dur de vivre avec un Smic quand on est parent. Cela me motive à aller en BTS commerce l'an prochain et à poursuivre mes études », confesse Clément.

Oscar, de même, se réjouit d'avoir pu découvrir le « vrai monde du travail » : « Après le bac pro, je savais à quoi m'attendre et cela m'a poussé à faire un BTS en alternance. Avec l'argent que j'ai gagné, j'ai pu aussi me payer mon BAFA, pour faire l'été, des jobs dans l'animation, un travail moins physique, plus tranquille que l'aménagement paysager. »

Tous deux reconnaissent en revanche, la fatigue récurrente, durant ces années scolaires, leurs difficultés parfois à se concentrer en cours, les notes qui en pâtissent et l'absentéisme. « Le drive en supermarché, il faut faire beaucoup de va et vient, c'est assez épuisant. C'est sûr qu'en cours, après, je suis moins attentif, affalé sur ma table. Cela arrive que je n'aie pas en classe. J'ai aussi moins de temps pour mes devoirs – même si quand je travaille, les notes ne suivent pas –, et moins de temps pour m'occuper de moi le week-end », glisse Clément. Oscar, lui aussi témoigne de sa difficulté, en raison de la fatigue, à s'inves-

tir dans certaines matières, même si les CDD lui ont apporté des compétences techniques. Il pointe aussi les questions de sécurité au travail pour les jeunes de moins de 16 ans non déclarés, comme cela était son cas.

### Un fait social, facteur de décrochage et d'inégalités

Si ce dernier a résisté aux propositions d'embauche lorsqu'il était lycéen, ce n'est pas toujours le cas, selon le Céreq, d'autres élèves de la voie pro ou en CAP, « débauchés » avant la fin de leur formation. Certains élèves, happés très jeunes par le monde du travail, renoncent ainsi aux études supérieures. « Les enfants des familles défavorisées connaissent en effet davantage de risques de rupture scolaire et de vulnérabilité sociale », selon le Céreq qui pointe un enjeu éducatif majeur pour réduire les inégalités des trajectoires et améliorer la persévérance scolaire. Il plaide pour une plus forte visibilité et une prise en compte des conditions concrètes d'exercice de ces jobs lycéens. De même, dans un cahier de mars 2026, le Conseil d'orientation des politiques de jeunesse recommande, pour éviter les risques de décrochage scolaire, un accompagnement de la part des équipes éducatives de ces lycéens, en situation de grande précarité, qui cumulent activité et scolarité.



# 48 %

**DES LYCÉENS**  
qui travaillent  
déclarent  
dépasser  
10 heures  
hebdomadaires.

(1) Établissement public sous la tutelle du ministère de l'éducation, travaillant sur le lien entre formation, travail et emploi. Données issues d'une étude réalisée en 2025 sur 6000 lycéens de 3 académies par le Laboratoire d'économie et de sociologie du travail (AMU-CNRS) et le Centre Émile Durkheim de Science Po Bordeaux.

### En savoir plus

#### Vidéo

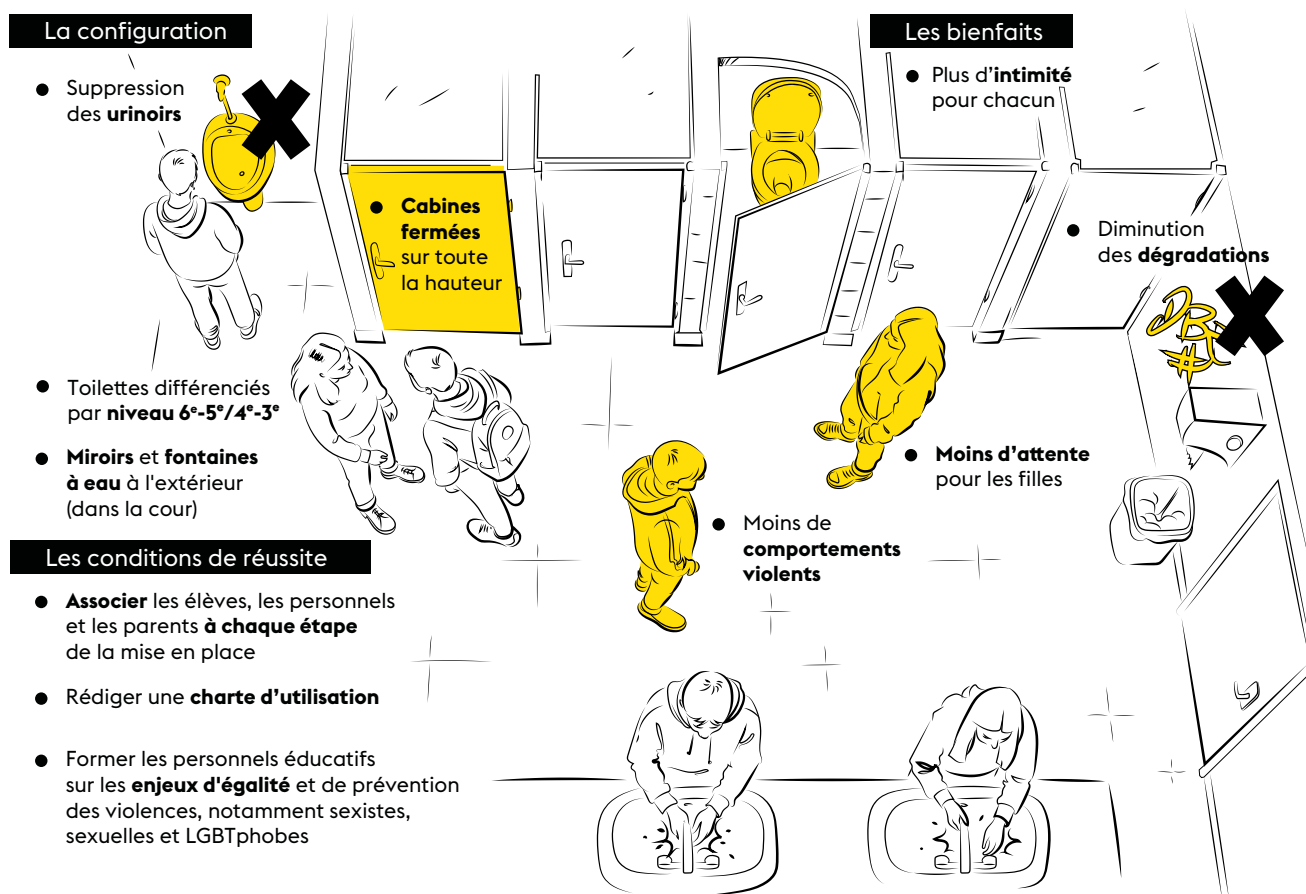
- À voir et écouter : les témoignages recueillis par la région Île-de-France pour son enquête en 2015.

# Décryptage

## Les toilettes mixtes à l'école

Expérimentée dans de nombreux territoires, **la cohabitation filles-garçons** bénéficie à l'ensemble des élèves.

Illustration : DAVID LORY



### L'AVIS DE LA FCPE

“ Les jeunes filles seront mal à l'aise de se retrouver dans un même local que des garçons quand elles ont leurs règles », « Les toilettes seront encore plus dégradées en raison de la mixité », « Les plus grands s'en prendront davantage aux plus petits ». **Les réticences des adultes** face à un projet d'aménagement de toilettes mixtes dans un établissement scolaire sont nombreuses. Or, comme l'a indiqué le ministère en réponse à la question d'un député, « loin de menacer le droit à l'intimité des élèves, notamment à l'adolescence, les expérimentations

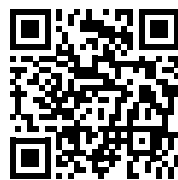
de toilettes mixtes montrent, au contraire, qu'à condition d'associer la communauté éducative à la démarche et d'accompagner par un travail éducatif l'évolution des usages, ces espaces de moindre droit pour certains élèves redeviennent les espaces de sécurité et de bien-être qu'ils ne devraient jamais cesser d'être ». Pour la géographe du genre, Édith Maruéjols, invitée de notre webinaire du 4 juin 2026, les espaces non mixtes contribuent à installer très tôt une frontière entre filles et garçons. La véritable question est donc moins celle de la séparation, que celle des conditions permettant **à chacun de se sentir respecté.**



# Soyons solidaires pour nos enfants !

Plus nous sommes nombreux,  
plus nous sommes entendus.

Rejoignez  
la FCPE,  
adhérez !



# Regards croisés

## Le stage de 3<sup>e</sup> ou de seconde : miroir des inégalités sociales

**Depuis 2025, au moins six élèves mineurs ont perdu la vie alors qu'ils effectuaient un stage en milieu professionnel. Ces séquences d'observation **sont-elles utiles ?****

Propos recueillis par MICHÈLE FOIN



**AUDREY BLAISE**  
Proviseure adjointe

Membre de l'exécutif national du SNPDEN-UNSA, en charge de la commission éducation et pédagogie, Audrey Blaise est proviseure adjointe dans un lycée polyvalent de l'académie de Nantes.

“

Nous n'avons ni les moyens horaires ni humains pour accompagner les élèves de seconde générale et technologique”

—  
AUDREY BLAISE

### Que pensez-vous des stages d'observation de classe de troisième ?

**Audrey Blaise :** Le cadre des séquences d'observation en milieu professionnel existe depuis 2005. Il est inclus dans le parcours « Avenir », que l'on construit avec les équipes éducatives de la 6<sup>e</sup> à la 3<sup>e</sup>. Elles sont donc pleinement intégrées à l'accompagnement à l'orientation des élèves. Elles font l'objet d'un rapport de stage et/ou d'une soutenance, venant conforter les compétences rédactionnelles et orales des élèves. Des conventions spécifiques sont signées avec les entreprises. Les élèves ne doivent pas manipuler, contrairement aux élèves de la voie professionnelle qui, eux, doivent effectuer des gestes professionnels durant leur période de stage.

**Aude Kérivel :** En 2015, nous avons enquêté sur les stages de 3<sup>e</sup>. Certains établissements favorisés délèguent entièrement la recherche de stages aux parents d'élèves. Dans les collèges mixtes socialement, des parents viennent présenter leur métier, et des membres de l'équipe enseignante soutiennent les élèves dans leur recherche. Dans les collèges les plus défavorisés, là où tous les élèves ont besoin de soutien, la communauté éducative se mobilise avec des forums des métiers par exemple.

### Qu'apportent-ils aux élèves ?

**A.B. :** Je distingue trois étapes. D'abord la phase de préparation en cours, avec la rédaction d'un CV, d'une lettre de motivation et la construction d'une méthodologie sur la façon de rechercher un stage et de communiquer avec l'entreprise. Puis, pendant le stage : comment tenir un carnet de bord et quoi observer. Enfin, après le stage, il s'agit de rédiger un rapport et de le présenter à l'oral. Une préparation utile en vue du brevet des collèges. L'objectif est de développer l'autonomie des élèves et de confirmer ou d'infirmer des choix d'orientation, notamment pour ceux qui envisagent la voie professionnelle.

**A.K. :** Le stage de 3<sup>e</sup> peut être une expérience décisive. Certains y font des découvertes extraordinaires. Cela leur permet de se projeter, ou de changer de trajectoire. Des années plus tard, ils se souviennent des personnes qu'ils ont rencontrées, des conseils reçus, de l'accueil

qu'on leur a réservé. Pour certains élèves en difficulté, c'est aussi une occasion d'épanouissement, et d'être autre chose que « le mauvais élève ». Mais derrière ce stage, il y a tout un travail invisible : envoyer un CV, avoir une adresse mail, trouver une tenue, préparer les trajets. Cet accompagnement, très inégal selon les familles, doit être mieux pris en compte.

### Quelles difficultés engendrent-ils par ailleurs ?

**A.B. :** Il y a toujours quelques élèves qui rencontrent des difficultés à trouver un lieu de stage. Malgré tout, entre l'accompagnement des familles et celui des professeurs, le nombre d'élèves sans stage de 3<sup>e</sup> est minime. En zone rurale se pose aussi la question du transport, qui peut limiter leurs choix.

**A.K. :** Dans les familles à fort capital social, c'est le réseau familial ou amical qui sera mobilisé, tandis que dans les familles privées de ces possibilités, les élèves vont se retrouver dans une posture de chercheur d'emploi et vivre des expériences de refus, parfois, vingt à trente pour un stage ! Or, notre enquête montre que ce sont les élèves racisés les plus souvent concernés. Autre élément qui creuse les inégalités : dans les collèges favorisés, les stages sont beaucoup plus diversifiés, dans des domaines plus prestigieux, et davantage à l'international. Le gouvernement a bien mis en place un site, pour faciliter la recherche de stage mais beaucoup d'annonces ne sont pas pourvues. Seuls face à la plateforme, les élèves n'en comprennent pas forcément le vocabulaire ou s'autocensurent. Il y a besoin d'une médiation, car, finalement, la part d'élèves effectuant un stage dans un domaine qu'ils ont choisi est plus faible dans les collèges en REP que dans les collèges plus favorisés<sup>1</sup>. Or, un stage subi n'aide pas au choix d'orientation.

### Les stages de seconde, instaurés en juin 2024 pour « remobiliser le mois de juin », ont-ils eu l'effet escompté ?

**A.B. :** Cette séquence d'observation, contrairement à celle de 3<sup>e</sup>, est déconnectée de l'accompagnement à l'orientation. Les enseignants étant mobilisés par les examens, les élèves n'ont pas de référent. Les personnels administratifs et de direction ont eux aussi des charges de travail considérables à cette période. Motiver les élèves, leur trouver un stage, s'assurer qu'ils s'y rendent bien tous, que le cadre sécuritaire est bien respecté : nous n'avons ni les moyens horaires ni humains pour accompagner ces élèves de seconde générale et technologique. Or, les offres de stage sont plus rares en juin, les élèves de seconde bac pro et de première année de CAP étant eux aussi en stage professionnel. L'implication des familles est d'autant plus cruciale, ce qui vient creuser les inégalités sociales pour les élèves issus de familles dépourvues de réseau.



**AUDE KÉRIVEL**  
Sociologue

Directrice du Laboratoire d'évaluation des politiques publiques et des innovations (LEPPI), Aude Kérivel réalise des recherches-actions sur les inégalités, les discriminations, les violences et la protection de l'enfance.

**A.K. :** C'est la période où tout le monde a des stagiaires, ce qui rend encore plus complexe la recherche d'un stage de deux semaines. Les lycéens sont en concurrence avec ceux des filières professionnelles et avec les étudiants. Il y aura donc ceux qui ont fait un stage, et les autres. Or, dans les milieux les plus aisés, un stage prestigieux sera survalorisé sur Parcoursup. Il faudrait que les entreprises fassent l'effort de prendre des stagiaires de seconde qui ne soient pas les enfants de leurs salariés.

### Les entreprises parviennent-elles à proposer un cadre enrichissant ?

**A.B. :** Les entreprises ne peuvent pas accueillir tout le monde. Mais elles jouent le jeu, il faut le saluer. Certaines réservent des places de stage de seconde GT pour les enfants de leurs employés, ce qui fait des places en moins pour les élèves en seconde professionnelle. Or, pour eux, ces stages sont indispensables pour obtenir leur bac. Un enjeu qui n'a pas été anticipé.

**A.K. :** Les grandes entreprises proposent souvent des stages très structurés, avec un planning de visites. Dans les petites et moyennes entreprises : l'élève peut se retrouver à suivre des salariés sans réel accompagnement. Toute la question est de savoir ce qu'on attend du stage : être utile à l'entreprise ou apprendre. Les jeunes sont fiers de participer, mais il faut distinguer ce qui relève d'une vraie découverte de ce qui tient davantage d'une simple mise au travail.

(1) Par exemple, dans les Yvelines, 42,7% des collégiens en REP estiment avoir eu le choix, contre 68,6% des collégiens hors REP.

“

Il faudrait que les entreprises fassent l'effort de prendre des stagiaires de seconde qui ne soient pas les enfants de leurs salariés”

—  
AUDE KÉRIVEL



**EN SAVOIR PLUS :**  
[Internet Lire notre article sur les stages d'observation.](#)



©Ceser BFC

## Les Ceser << prennent le pouls de la société >>

**Souvent méconnus, les conseils économiques, sociaux et environnementaux régionaux (Ceser) restent l'un des rares espaces où la société civile organisée dialogue et éclaire l'action publique régionale.**

Texte : ANNE-FLORE HERVÉ

**Is ont retenu leur souffle !** Le projet de loi de simplification de la vie économique, adopté par l'Assemblée nationale et le Sénat, prévoyait de rendre facultatifs les conseils économiques, sociaux et environnementaux régionaux (Ceser). « Ce pilier de la démocratie territoriale dépendrait du bon vouloir du président de région », se désole Pierre-Alexandre Privolt, délégué FCPE du Ceser Bourgogne-Franche-Comté. « Que serait devenue l'indépendance de cet organe ? » interroge Cécile Chénéde, déléguée FCPE du Ceser Pays de la Loire. Heureusement, dans sa décision du 21 mai 2026, le Conseil constitutionnel a censuré cette disposition.

Cet épisode a eu au moins le mérite de remettre sur le devant de la scène cette société civile organisée « qui n'a rien de poussiéreux », insiste Cécile Chénéde. Et de rappeler leur mission et leur rôle au sein des régions « qui ne représente que 0,08% du budget de la région de Bourgogne-Franche-Comté », continue Pierre-Alexandre Privolt pour répondre à ses détracteurs qui les trouvent « coûteux ». Tous les six ans, « en décalage des élections régionales », insiste Pierre-Alexandre

Privolt, le préfet nomme les membres du Ceser qui siègent dans quatre collèges : employeurs, représentants des salariés, associations, et personnels qualifiés. Leurs missions sont définies dans le code général des collectivités territoriales, mais « chaque Ceser décide en fonction de son territoire des périmètres de ses commissions », précise Cécile Chénéde.

Quelle que soit la région, « les Ceser sont des lieux d'échange, de dialogue et de concertation avec l'idée de fabriquer du consensus au sein de la société civile » synthétise Pierre-Alexandre Privolt. Ils émettent notamment des avis sur les dossiers que préparent les assemblées régionales. Ils peuvent aussi être saisis ou saisir – on parle alors d'autosaisine (voir encadré) – un sujet afin d'établir une liste de recommandations.

« Grâce aux regards croisés et au dialogue possible entre les différents points de vue, les Ceser construisent du commun, résume Cécile Chénéde. À une époque où les discussions deviennent de plus en plus conflictuelles, cette instance est précieuse. À travers ses avis, les décideurs publics peuvent prendre le pouls de la société. »

### DEUX EXEMPLES DE CONTRIBUTION

Deux rapports illustrent comment les Ceser contribuent à formuler des recommandations utiles aux régions. Au Ceser Bourgogne-Franche-Comté, Pierre-Alexandre Privolt a corapporté, le rapport *Quels modèles pour les lycées de demain ?* adopté le 27 avril 2026. Le texte propose de repenser les lycées sans fermer d'établissements, en adaptant l'offre à la région. « La baisse démographique doit être considérée comme une opportunité », résume-t-il. Au Ceser Pays de la Loire, Cécile Chénéde a contribué, au sein de la commission Éducation, formations, métiers de demain, au rapport *Conditions de réussite en 1<sup>er</sup> cycle d'enseignement supérieur en Pays de la Loire*, adopté le 3 mars 2026. Le rapport montre que la réussite étudiante dépend aussi des conditions de vie et identifie le logement comme l'un des leviers décisifs de la réussite en premier cycle, « pour préserver un enseignement de qualité ouvert à toutes et tous », insiste-t-elle.

# Faites grandir vos enfants... en invitant le monde chez vous !

Partagez les valeurs d'ouverture et de solidarité de l'école publique en accueillant des élèves du monde entier avec AFS Vivre Sans Frontière.



Parce que la solidarité s'apprend par l'expérience, faites de **votre foyer** un lieu d'**échange interculturel**. Ensemble, **cultivons l'inclusivité** et bâtissons une citoyenneté engagé et sans frontières pour les générations de demain.



Donnez une dimension internationale à votre engagement éducatif en ouvrant votre famille sur le monde. **Accueillir avec AFS Vivre Sans Frontière**, c'est agir pour la solidarité et offrir à la jeunesse **un levier d'émancipation par l'interculturalité**.



Citoyenneté mondiale

Échange interculturel

Enrichissement mutuel



## J'accueille un jeune

Ouvrez votre foyer à un lycéen(ne) du monde pour quelques mois ou une année !

Construire mon projet d'accueil

[Découvrir des témoignages](#)



## Je m'engage localement

S'engager autrement ? Accompagnez les jeunes et les familles pour bâtir ensemble un projet solidaire, interculturel et citoyen.

Devenir bénévole

[Découvrir plus d'un siècle de bénévolat AFS](#)



Prêt(e) pour votre aventure interculturelle ?  
Scannez pour en savoir plus.



# Nos actions

**Valorisation des compétences, droit à l'erreur, lutte contre le décrochage : au congrès de la FCPE, experts et parents ont esquissé les contours d'une école plus humaine.**



© Romuald Goudeau

NATIONAL

## La réussite scolaire : une réussite parmi d'autres

Texte : LAURENCE GUILLERMOU

**L**e 80<sup>e</sup> congrès de la FCPE, qui s'est tenu à Niort les 23 et 24 mai 2026, était placé sous le thème de « la réussite scolaire : une fin en soi ? ». Thème cher à la FCPE qui a toujours déploré que l'on attache trop d'importance aux notes, aux diplômes, à la réussite et pas suffisamment à l'épanouissement de l'enfant, son envie, son bien-être et son émancipation. Le thème était donc particulièrement bien choisi pour fédérer les quelque 300 congressistes autour d'une question fondamentale pour envisager une autre vision de l'école. Jean-Michel Zakhartchouk, militant pour l'éducation nouvelle, membre du CRAP-Cahiers pédagogiques, a d'abord interrogé la notion même de réussite scolaire. Est-ce avoir un plus haut diplôme ou aller au maximum de ses possibilités ? La réussite scolaire est bien souvent une réussite à court terme, comme celle d'un examen ou d'un concours. L'évaluation par compétences constitue un véritable progrès par rapport aux notes, elle permet aux élèves de repérer

leurs atouts et leurs points faibles. Car les moyennes de notes n'ont pas de sens. On prend une note de début et de fin, alors que si on constate une progression de l'élève, on devrait uniquement prendre les notes de fin.

Les atouts des élèves, ce sont aussi leurs compétences extrascolaires qui ne sont pas, à tort, prises en compte ni mises en valeur par le système scolaire. Pourtant, le sentiment de compétence est très important dans la réussite. Travailler collectivement à un projet, être créatif, savoir se concentrer... sont des compétences essentielles. La notion de droit à l'erreur et de persévérance sont également importantes, ainsi que la notion de coopération en particulier avec les parents.

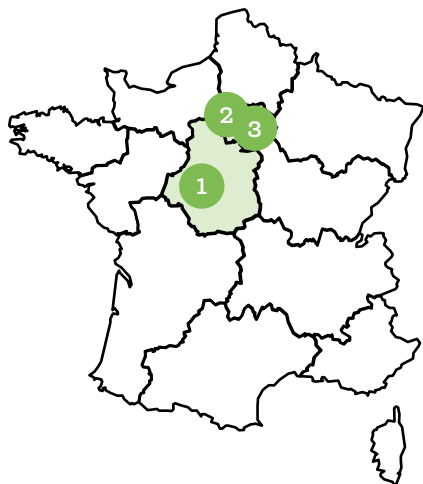
### Diminuer la pression

Patrick Delaunay, coordonnateur départemental de la Mission de lutte contre le décrochage scolaire des Deux-Sèvres, a rebondi sur l'accompagnement des jeunes en décrochage. Jeunes en recherche et qui

ont besoin de temps... Un temps que l'institution scolaire ne prévoit pas.

Pour l'expert, la réussite scolaire est « une » réussite, et non « la » réussite. Il invite à diminuer la pression des jeunes, des enseignants et des parents. Le droit à l'erreur n'est pas accepté dans le système scolaire, alors que cela fait partie du parcours normal d'un jeune, dont on sait qu'il est loin d'être linéaire notamment dans l'enseignement supérieur.

Il a étayé son propos en partageant l'expérience du microlycée de Saint-Maixent-l'École où sont accueillis et accompagnés des jeunes qui sont parfois restés cinq mois sans école. Avec 85 % de taux de réussite au bac, les jeunes de 17 à 25 ans, savent qu'ils auront l'opportunité de passer le baccalauréat, sésame indispensable pour mener à bien leur projet. Le microlycée a mis au cœur de sa pédagogie le tutorat, avec des résultats à la hauteur des enjeux. Le tutorat bénéficie aussi bien au tuteur qu'au tuteur ! Et quelle réussite quand le tuteur devient à son tour tuteur !



2

SEINE-SAINT-DENIS

## La FCPE alerte sur la propagande militaire



Pour la FCPE 93, cette évolution s'inscrit dans un contexte plus large de hausse des dépenses militaires, alors que l'école publique fait face à des difficultés croissantes. En Seine-Saint-Denis, les suppressions de classes, le manque d'enseignants, d'AESH et de personnels médico-sociaux continuent de dégrader les conditions d'apprentissage.

**“ N**ous n'acculturons pas nos élèves aux enjeux de la défense en vue d'un réarmement moral de la population, notamment de la jeunesse. »

Cette phrase ouvre la pétition lancée le 27 mai 2026 par la FCPE 93, aux côtés du SNES-FSU, de la CGT Educ'action et du SNFOLC, à l'initiative de personnels et de parents d'élèves réunis autour du collège Jean-Lolive à Pantin.

Dans ce texte, les signataires dénoncent la multiplication des dispositifs renforçant les liens entre l'Éducation nationale et les armées : classes défense (1200 à la rentrée 2025 contre 160 en 2016), rallyes citoyens, partenariats institutionnels ou encore projet de loi visant à renforcer l'enseignement de la défense nationale dès le collège.

### L'école ne doit pas fabriquer des soldats

Les parents d'élèves estiment que l'école ne doit pas devenir un outil de promotion de l'engagement militaire, mais rester un lieu d'instruction, de débat et d'émancipation. Elle s'inquiète notamment des conséquences de ces politiques sur les jeunes des quartiers populaires, qui pourraient voir leurs perspectives se réduire, faute d'investissements suffisants dans l'éducation et les services publics. « Qui veut la paix prépare la paix », conclut la FCPE 93, qui appelle à faire de l'école un espace de formation de citoyens libres, critiques et solidaires.



**EN SAVOIR PLUS :**

**Internet** Pour signer la pétition.

1

CENTRE-VAL DE LOIRE

## Renforcer le dialogue école-familles

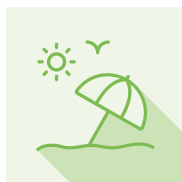


Le comité régional FCPE Centre-Val de Loire et le rectorat d'Orléans-Tours ont signé, le 7 avril 2026 à l'école élémentaire de Notre-Dame-d'Oé (Indre-et-Loire), la charte académique du premier degré encadrant les relations entre parents d'élèves et équipes éducatives. Élaboré conjointement par la FCPE et le rectorat, ce texte prolonge la charte du second degré signée en 2024. Il vise à consolider la coéducation autour de trois principes : exigence, protection et émancipation. Cette initiative exemplaire, fondée sur le dialogue et la confiance, mérite d'être reproduite dans d'autres académies.



**EN SAVOIR PLUS :**

**Internet** Télécharger les chartes.



480

**PARTICIPANTS**

– parents et enfants –  
profiteront de l'escapade pour couper avec le quotidien.

3

ÎLE-DE-FRANCE

## Une journée à la mer, made in FCPE

**Deux enfants sur cinq ne partent pas en vacances.**

Quatre conseils départementaux de parents d'élèves d'Île-de-France (Seine-et-Marne, Val-de-Marne, Yvelines et Val-d'Oise) ont donc décidé de leur proposer une journée de répit, loin des villes, sous l'étiquette « Vacances reposantes 2026 ». Le samedi 11 juillet 2026, les familles invitées partiront un bus pour une journée au bord de la mer à Dieppe. Sur place, avec la collaboration de la FCPE de Seine-Maritime, le programme sera dense : plage, pique-nique, visite du Musée Estran Cité de la Mer et goûter offert.



**EN SAVOIR PLUS :**

**Contact** [secretariat@fcpe78.fr](mailto:secretariat@fcpe78.fr)

# Portrait



**Laure Boutron-Marmion, avocate pénaliste, a fondé Algos Victima, un collectif de parents qui a porté plainte pour « abus de faiblesse » contre l'application TikTok.**

## “Nous sommes en état d'urgence”

Propos recueillis par ÉMILIE GILMER  
Dessin : BÉNÉDICTE GOVAERT

Des familles endeuillées, des histoires de vie déchirantes, des parents désemparés face à « l'addiction » de leur enfant... Depuis qu'elle est entrée à l'antenne des mineurs du Barreau de Paris, il y a une dizaine d'années, Laure Boutron-Marmion s'est vite aperçue des effets délétères des réseaux sociaux dans la vie des mineurs qu'elle défendait. « Au fur et à mesure des dossiers que j'avais à défendre, je me suis rendu compte de l'influence immense que les réseaux sociaux pouvaient avoir sur leur comportement et leur passage à l'acte en matière pénale », dit-elle.

Mais sa prise de conscience connaît un point d'orgue, le jour où elle découvre l'histoire de Marie, une jeune fille qui s'est donné la mort à la suite d'un harcèlement scolaire. « Quand ses parents viennent me voir, en 2021, on reprend toute l'histoire de leur fille, raconte-t-elle. Je m'intéresse à la vie de Marie et très vite, je tombe sur des contenus morbides sur ses réseaux sociaux. « Ses parents me disent : Maître, on doit faire quelque chose. Il faut en parler, pour que les gens sachent, et il faut que cela cesse. »

### « On a vécu la même chose »

À l'été 2023, une plainte est déposée contre TikTok, auprès du parquet de Toulon, pour provocation au suicide et propagande des moyens de se donner la mort. C'est une première du genre en Europe, elle fait boule de neige. « Des parents m'ont appelée pour me dire qu'ils avaient vécu la même chose. Des médecins m'ont alertée sur des situations de jeunes patients ayant fait des tentatives de suicide. » L'avocate décide d'abattre une nouvelle carte. Elle crée en mars 2024 le collectif Algos Victima qui donne naissance à l'action en justice de sept familles meurtries du collectif, qui, en novembre, assigne TikTok devant le tribunal judiciaire de Créteil. À partir de là, les choses s'accroissent : un rapport parlementaire sur les effets de TikTok est rendu public en septembre 2025, qui confirme ce que les parents du collectif dénoncent, et un projet de loi interdisant les réseaux sociaux en deçà de quinze ans est adopté, en janvier 2026. « Les dernières études indiquent qu'il ne s'agit pas d'une défaillance de modération, mais d'un problème systémique, précise-t-elle. On est face à un outil qui exploite la vulnérabilité des mineurs, en poussant et en favorisant des contenus à forte réactivité émotionnelle car ce sont ceux-là qui rendent addicts. C'est particulièrement vrai chez les adolescents, dont les capacités de régulation émotionnelle sont très faibles. »

### Provoquer une prise de conscience

Aussi, lorsqu'en novembre dernier, le parquet de Paris ouvre une enquête préliminaire sur l'algorithme de TikTok, le collectif décide de « compléter le puzzle » et dépose une plainte contre l'application pour « abus de faiblesse ». « Il nous est apparu important d'évoquer ce délit pénal, explique l'avocate. Ces jeunes sont en pleine construction identitaire et les exposer à de multiples contenus qui banalisent l'extrême maigreur, la scarification ou le passage à l'acte suicidaire, favorise chez eux un comportement autodestructeur. »

Le combat du collectif vise désormais un double objectif : la responsabilisation des plateformes – « Nous espérons accumuler les condamnations judiciaires pour qu'elles réfléchissent à fonctionner différemment » –, et la prévention auprès des familles. « On a progressé mais trop de parents ignorent encore les dégâts potentiels de l'usage des réseaux sociaux. Il ne s'agit en aucun cas de les culpabiliser, mais de les alerter et de se tenir aux côtés de ceux qui sont en détresse. »



### EN SAVOIR PLUS :

Contact [contact@algosvictima.com](mailto:contact@algosvictima.com)

ASSURANCE **ACCIDENT**

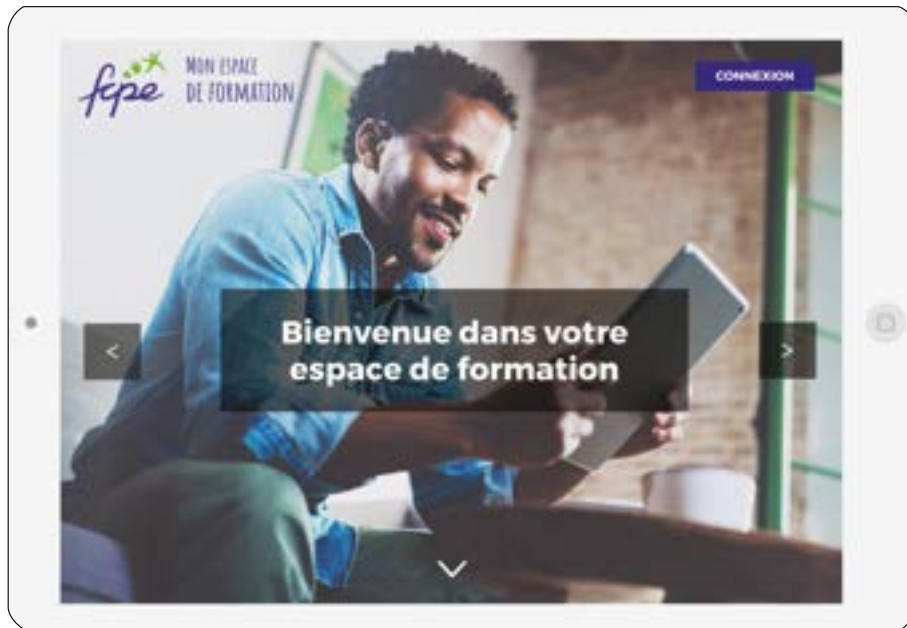
# Qui est couvert sur toute la ligne ?

**Une chute à vélo, une glissade dans les escaliers... et c'est tout le quotidien qui est bousculé. Avec l'assurance Famille MAE, vous êtes accompagnés : aide à domicile, garde d'enfants, soutien financier... Des solutions concrètes pour alléger votre quotidien en cas d'accident.**

**mae.fr**



**GRANDIR  
AVEC ASSURANCE**



J'AIME MON ÉCOLE PUBLIQUE.FR

*Un espace  
de formation  
pour les parents d'élèves*